

MACRON ET LES FONCTIONNAIRES

Le monde du travail encore attaqué !



1. Pas un mois sans que le ministre des finances, le banquier Macron ne fasse la démonstration qu'il ne comprend rien au monde réel : « *Il faut des jeunes français qui aient envie de devenir milliardaires* », « *Le travail du dimanche, c'est plus de liberté* », « *Si j'étais chômeur, je n'attendrais pas tout de l'autre* »... et maintenant « *Le statut des fonctionnaires n'est plus adapté au monde tel qu'il va* ».
2. Ces déclarations ne se font pas au hasard. Le gouvernement Valls, aux abois et coupé du peuple, braconne sur les terres de droite. Il utilise ces déclarations démagogiques et mensongères pour justifier sa politique, qui s'attaque aux droits des salariés du privé (le code du travail), comme ceux du public !
3. Les fonctionnaires font un bouc-émissaire de plus pour les populistes de tous poils, ceux qui pointent au gouvernement comme ceux de droite ou d'extrême droite. Pourtant, les salaires des agents publics sont gelés depuis 5 ans. Et on demande toujours plus aux hospitaliers, aux fonctionnaires de police, aux enseignants,... car ils sont le service public, celui qui protège et travaille au bien commun.
4. Prétendre, au nom de l'égalité, niveler par le bas les droits des salariés en s'attaquant au statut des fonctionnaires va-t-il solutionner un seul problème ? Quel bénéfice le pays, l'économie et les foyers français tireraient d'un tel recul ? Aucun, au contraire, c'est un pas de plus vers la précarité. Le gouvernement ferait mieux de s'attaquer aux vrais tabous, la fraude et l'évasion fiscale, le pouvoir de la finance...

Emmanuel Macron : mais pourquoi est-il aussi ringard ?

Décidément, pour l'ex-banquier d'affaires chez Rotschild, devenu Ministre de l'économie et des finances par la divine volonté présidentielle, enfile des clichés de droite est devenu une activité à temps plein. Et gare aux « illettrés » qui se rebelleraient devant ses poncifs.

Récemment, il s'en était pris une fois de plus aux 35 77heures, devant un parterre de patrons béats d'admiration : « *La gauche a cru que la France pourrait aller mieux en travaillant moins* ». C'est beau comme du Sarkozy !

Macron ce n'est pas que des petites phrases, c'est une loi rétrograde !

Loin d'être des « maladresses », ces déclarations témoignent de la feuille de route du gouvernement inspiratrice de la loi Macron :

- Moins de droits pour les salarié-es et déréglementation du travail (Travail le dimanche, prud'hommes cassés, inspection du travail diminuée..)
- Moins de services publics (privatisations, déréglementation des transports, marchandisation de la santé, encouragement de la vente de HLM au secteur privé..)
- Moins de protection pour les locataires, moins de contrôle écologique pour les citoyens, moins de moyens pour les associations ...

En somme, c'est la même politique réactionnaire que la droite. Macron casse les droits sociaux et graisse la patte aux actionnaires : des recettes éculées, ringardes.

Une garantie pour les citoyens

Dernière attaque en date de Macron, la fonction publique. Le statut des fonctionnaires est hérité de la loi « Le Pors » de 1983, du nom du ministre communiste Anicet Le Pors.

Elle fixe les grands principes de la fonction publique : *égalité, responsabilité et indépendance du pouvoir politique*.

Ce statut est bien la garantie de la neutralité et de la continuité du service public, au service de l'intérêt général. Précariser les fonctionnaires, c'est précariser la puissance publique.

Au-delà, il n'y a pas de fatalité à ce que la garantie de l'emploi soit un régime d'exception réservé aux fonctionnaires. La sécurisation des parcours professionnels pourrait bénéficier également aux salariés du privé. C'est le sens des propositions des communistes et du Front de gauche avec la création d'une « sécurité sociale de l'emploi ».

Un ministre de droite, à haute voix !

Le PS feint de protester en demandant à Macron de cesser de réfléchir à haute voix. Assez de double langage, si le PS comme le gouvernement ne partageaient pas ses choix libéraux et de droite, ils sanctionneraient Emmanuel Macron en le suspendant de ses fonctions comme le demande Pierre Laurent, secrétaire national du PCF.

La parole au peuple

Dans les scrutins à venir comme dans le mouvement social et citoyen, le peuple aura l'occasion de dire ce qu'il veut, et de ce qu'il ne veut pas, les politiques libérales qu'elles soient menées par la droite ou l'actuel gouvernement socialiste.

Manifestation le 8 octobre 2015

Journée de mobilisation interprofessionnelle pour les salaires, pour l'emploi et pour les conditions de travail

Pour voter, inscrivez-vous !

Les élections régionales auront lieu les 6 et 13 décembre prochain. Il est encore temps de s'inscrire sur les listes électorales, jusqu'au 30 septembre !

Aux actes citoyens ! Je rejoins le PCF

Nom :

Prénom :

Adresse :

Mail :

Téléphone :

A renvoyer : 18 rue Inkermann - 59000 Lille - 0320630808

nord.pcf.fr